L.10.023/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section
égislation, deuxième chambre,
si par le Ministre des Finances,
5 mai 1967, d'une demande
vis sur un projet d'arrêté
l "n° ... relatif aux activi-
de la Caisse Générale d'Epargne
le Retraite", a donné le 17 mai
l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e mei 1967 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... betreffende de activiteiten van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas", heeft de 17e mei 1967 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Il est proposé d'écrire :

"Arrêté royal n° modifiant la législation relative à la Caisse générale d'épargne et de retraite".

\+

\+ +

Préambule.

Il convient de viser dans le préambule les lois modifiées par le projet ainsi qu'il suit :

"Vu la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite;

Vu la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles, notamment les articles 1er et 2;

Vu la loi du 27 juin 1956 modifiant et complétant la législation relative au logement, notamment l'article 11 ; ".

\+

\+ +

Article 2.

Le nouvel article 5 de la loi donne à la Caisse le pouvoir de transiger mais n'indique pas l'organe compétent pour conclure une transaction. La même observation vaut pour l'article 36, § 2, de la loi, modifié par l'article 14 du projet, qui dispose que la Caisse peut renoncer à une prescription acquise. Il serait souhaitable

.../...

d'introduire dans la loi une disposition générale précisant quel est l'organe de la Caisse qui a compétence pour accomplir les actes non expressément visés aux articles 10, 11 et 13 de la loi.

Articles 4 et 8.

L'article 8 remplace l'article 20 de la loi par une disposition ayant un objet différent du texte actuel. Celui-ci prévoit que les intérêts acquis au 31 décembre de chaque année sont ajoutés au capital et deviennent, dès le lendemain, productifs d'intérêts.

Cette disposition, qui a le mérite d'indiquer clairement la dérogation apportée à la réglementation de l'anatocisme prévue à l'article 1154 du Code civil, disparaît tandis que le nouvel article 10, alinéa 2, 2°,(article 4 du projet) confie au conseil général le soin de déterminer les modalités d'acquisition et de règlement des intérêts.

L'article 1154 du Code civil étant d'ordre public, il conviendrait de compléter, à l'article 4 du projet, le texte prévu pour l'article 10, alinéa 2, 2°, de la loi, par les mots : "en dérogeant, le cas échéant, à l'article 1154 du Code civil".

+

.../...

Par souci de clarté, il se recommande de remplacer le terme "sauf" par le terme "sous" aux 1er et 2e alinéas du nouvel article 10.

Article 7.

L'article 14 de la loi n'ayant pas de texte légal néerlandais, il convient non de modifier partiellement cet article en y changeant quelques mots, mais de le remplacer entièrement.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

L'article 14 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 14. Le directeur général rend compte chaque année au conseil d'administration des opérations de la Caisse.

Un compte distinct est formé pour la Caisse d'épargne, la Caisse de retraite et la Caisse de rentes-accidents du travail".

Article 8.

Dans le nouvel article 20, il est proposé de remplacer les mots "représentés par des livrets" par les mots "constatés par des inscriptions dans des livrets ouverts au nom des déposants".

.../...

Article 9.

Il est proposé d'écrire au § 1er : "... le retrait des dépôts inscrits dans un livret ... ".

Article 13.

Comme il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'imposer la conversion de la totalité du dépôt en un carnet de rentes, il conviendrait de dire à l'article 34, alinéa 1er nouveau de la loi : "La Caisse peut, à la demande du déposant, convertir tout ou partie d'un dépôt en un carnet ... ".

Article 14.

Le texte actuel de l'article 36 de la loi, en son alinéa 1er, 2°, ne délaisse à la Caisse d'épargne que les titres de rentes dont les propriétaires sont restés pendant 30 ans sans en réclamer les arrérages.

Le nouveau texte proposé par l'article 13 du projet pour l'article 34 de la loi prévoit que les arrérages des rentes seront inscrits désormais au compte d'épargne du titulaire.

Le nouveau texte de l'article 36, § 1er, 2°, prévoit que la Caisse devient propriétaire des capitaux inscrits aux carnets de rentes qui n'ont, pendant 30 ans, fait l'objet d'aucun accroissement par nouvelle conversion

.../...

de dépôts en fonds publics ni d'aucune autre des opérations prévues par l'article 34 de la loi.

Il s'ensuit que l'on pourrait prétendre atteints par la prescription, les carnets de rentes constitués de fonds publics belges à échéance de plus de 30 ans dont les intérêts ont été régulièrement inscrits au compte d'épargne du titulaire et prélevés par lui de ce compte, lorsque le carnet de rentes n'a fait l'objet d'aucun accroissement, conversion, échange ou rétrocession. La perception des intérêts empêcherait que la prescription n'atteigne le compte d'épargne mais elle n'aurait pas le même effet à l'égard du carnet de rentes. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

Il est, dès lors, proposé de rédiger le nouveau texte du 2° comme suit :

"2° les capitaux inscrits aux carnets de rentes visés à l'article 34, lorsque, pendant 30 ans, ces carnets n'auront fait l'objet d'aucun accroissement par nouvelle conversion de dépôts en fonds publics ni d'aucune autre des opérations prévues par le même article et que le titulaire du carnet n'aura pas fait inscrire à son livret d'épargne les arrérages de ces rentes".

Article 16.

Le texte suivant est proposé pour l'article 16 :

"Article 16.-

Dans l'article 47, alinéa 1er, de la même loi, modifié par l'arrêté-loi du 23 octobre 1946, les nombres "60.000" et "30.000" sont remplacés respectivement par les nombres "120.000" et "60.000".

.../...

Articles 18 et 19.

Par souci de clarté il est proposé de rédiger comme suit les articles 48 et 49 de la loi que le projet modifie :

"Article 48. L'entrée en jouissance de la rente différée ne pourra être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 50 ans .

Le même assuré peut acquérir des rentes pour des âges différents.

Article 49. L'âge de l'entrée en jouissance de la rente doit être déterminé au moment de l'acquisition.

Toutefois, le Roi peut permettre qu'en observant le délai qu'Il détermine, l'assuré modifie l'âge de cette entrée en jouissance de la rente".

Article 20.

Le nouvel article 50 prévoit un cas spécial dans lequel le moment de l'entrée en jouissance de la rente pourra être autre que celui qui aura été fixé conformément aux articles 48 et 49. Il ne constitue donc pas une dérogation à ces articles. Dès lors le début du nouvel article devrait être rédigé comme suit :

"Article 50. Toute personne ... ".

.../...

Article 22.

Le texte suivant est proposé :

"Article 22.-

A l'article 60bis, inséré par la loi du 22 juillet 1952 dans la même loi et modifié par les lois du 27 et du 30 juin 1956, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 2, le nombre "200.000" est remplacé par le nombre "500.000";

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. ... ".

Article 23.

Le texte suivant est proposé :

"Article 23.-

Dans l'article 60ter, inséré par la loi du 27 juillet 1928 dans la même loi, les mots "la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés" sont remplacés par les mots "la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés".

Article 25.

Pour tenir compte notamment du fait qu'il n'y a plus trois, mais quatre catégories de valeurs depuis la loi du 21 juin 1894, le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'article, eu égard à l absence de texte légal néerlandais :

.../...

"Article 25.-

L'article 63 de la même loi, modifié par les lois du 1er juillet 1869 et du 21 juin 1894, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 63. Toutes les recettes disponibles sont appliquées en achat de valeurs des catégories suivantes :

1° fonds publics belges ou autres valeurs garanties par l'Etat;

2° obligations sur les provinces, les villes ou les communes de la Belgique;

3° prêts et ouvertures de crédit hypothécaires;

4° obligations des sociétés belges qui, depuis cinq ans consécutifs, au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires".

Article 26.

Le texte de la loi du 16 mars 1865 comporte déjà un chapitre IV intitulé "Dispositions transitoires" qui contient les articles 65, 66 et 67 dont seul l'article 66, relatif à l'entrée en vigueur de la loi, n'était pas une disposition transitoire. Cet article 66 semble toutefois avoir perdu sa raison d'être.

D'autre part, l'article 64 ne semble pas concerner la Caisse de rentes-accidents du travail.

Il n'y a dès lors aucun obstacle à ce que le chapitre IV soit remplacé et que les articles 63bis et 63ter prévus au projet deviennent les articles 65 et 66 de la loi.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 26.-

Le chapitre IV de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Chapitre IV. - De la Caisse de rentes-accidents du travail.

Article 65. Il est institué ...

Article 66. Les réserves mathématiques ... ".

Article 27.

Il est proposé pour cet article le texte suivant :

"Article 27.-

Les articles 2, 4, 7, alinéa 3, 12, 25, 26, 39, 54, 57, modifié par la loi du 1er juillet 1869, 58, 59 et 60 de la même loi sont abrogés".

Article 28.

Les articles 1er et 2 de la loi du 15 avril 1884, remplacés par la loi du 21 juin 1894, n'ayant pas de texte légal néerlandais, il convient non de modifier partiellement ces articles notamment en y changeant quelques mots, mais de les remplacer entièrement. Le texte suivant est proposé :

"Article 28.-

§ 1er. L'article 1er de la loi du 15 avril 1884, modifié par la loi du 21 juin 1894, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 1er. La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts et ouvertures de crédit faits soit aux agriculteurs, soit aux sociétés coopératives de crédit agricole.

Ces prêts et ouvertures de crédit sont assimilés, suivant leur forme, soit aux placements provisoires, soit aux placements définitifs de la Caisse d'épargne.

Les prêts et ouvertures de crédit aux agriculteurs sont réalisés à l'intervention de comptoirs établis dans les localités où l'utilité en est reconnue".

§ 2. L'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 21 juin 1894, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. Le conseil général de la Caisse d'épargne détermine le taux et les conditions des prêts et ouvertures de crédit ainsi que les conditions de l'organisation ou de l agréation des comptoirs et des sociétés coopératives.

Le conseil général peut déléguer au conseil d'administration le pouvoir de déterminer le taux des prêts et ouvertures de crédit.

Cette délégation et toutes les décisions prises en vertu du présent article sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances".

.../...

Article 29.

Par analogie avec la proposition faite à propos de l'article 28 du projet, la rédaction suivante est proposée :

"Article 29.-

L'article 11, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1956 modifiant et complétant la législation relative au logement est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le conseil général de la Caisse d'épargne détermine le taux et les conditions de ces prêts. Il peut déléguer ce pouvoir au conseil d'administration.

Cette délégation et toutes les décisions prises en vertu du présent article sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances".

\+

\+ +

Lorsque le projet modifie, en le remplaçant intégralement, un article d'un texte en vigueur, il convient , après le liminaire de l'article modificatif, de répéter le numéro de l'article modifié.

Opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit nr ... tot wijziging van de wetgeving betreffende de Algemene Spaar- en Lijfrentekas".

\+

\+ \+

Aanhef.

In de aanhef moet als volgt worden verwezen naar de wetten, welke het ontwerp wijzigt :

"Gelet op de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas;

Gelet op de wet van 15 april 1884 op de landbouwleningen, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op de wet van 27 juni 1956 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de huisvesting, inzonderheid op artikel 11 ; ".

\+

\+ \+

Artikel 2.

Het nieuwe artikel 5 van de wet zegt dat de Kas dadingen mag aangaan, maar bepaalt niet welk orgaan daarvoor bevoegd is. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36, § 2, van de wet, dat gewijzigd wordt door artikel 14 van het ontwerp, hetwelk zegt dat de Kas

.../...

van een verkregen verjaring afstand mag doen. Het ware wenselijk in de wet een algemene bepaling in te voegen om aan te geven welk orgaan van de Kas bevoegd is voor het verrichten van de handelingen die niet met zoveel woorden zijn vermeld in de artikelen 10, 11 en 13 van de wet.

Artikelen 4 en 8.

Artikel 8 vervangt artikel 20 van de wet door een bepaling met een andere strekking dan die van de huidige tekst welke bepaalt : "De op 31 december van elk jaar verworven interesten worden bij het kapitaal gevoegd en brengen, van 's anderendaags af, interest op".

Deze bepaling, die de verdienste heeft duidelijk te wijzen op de afwijking van de in artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde regeling inzake interest op interest, vervalt, terwijl het nieuwe artikel 10, tweede lid, 2°, (artikel 4 van het ontwerp) de algemene raad belast met het bepalen van "de modaliteiten die het verwerven en het uitkeren van de interest bepalen".

Artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek is van openbare orde, zodat in artikel 4 van het ontwerp de voor artikel 10, tweede lid, 2°, van de wet voorgestelde tekst zou moeten worden aangevuld met de woorden : "onder eventuele afwijking van artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek".

+

.../...

Duidelijkheidshalve vervangen men in het eerste lid van het nieuwe artikel 10 de woorden "behoudens goedkeuring door de Minister van Financiën" door "met de goedkeuring van de Minister van Financiën" en in het tweede lid het woord "behoudens" door "met".

Artikel 7.

Artikel 14 van de wet heeft geen rechtsgeldige Nederlandse tekst, zodat het niet aangewezen is dat artikel gedeeltelijk te wijzigen door er enkele woorden in te veranderen, maar wel het geheel te vervangen.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

Artikel 14 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 14. De directeur-generaal doet ieder jaar aan de raad van beheer rekening van de verrichtingen van de Kas.

Een afzonderlijke rekening wordt opgemaakt voor de Spaarkas, de Lijfrentekas en de Rentekas voor arbeidsongevallen".

Artikel 8.

Voorgesteld wordt, in het nieuwe artikel 20, de tweede volzin van het eerste lid te vervangen door de volgende : "Behoudens hetgeen bepaald is in artikel 22, §§ 2 en 3, worden die deposito's geconstateerd door inschrijving op boekjes geopend op naam van de deponenten".

.../...

Artikel 9.

In § 1 lezen men :"... mag de opvraging van de op een boekje ingeschreven deposito's...".

Artikel 13.

Aangezien het niet in de bedoeling van de Regering ligt, de verplichting op te leggen om het gehele deposito in een rentetoekje om te zetten, zou in het nieuwe artikel 34, eerste lid, van de wet moeten worden gezegd : "De Koning mag, **op verzoek van** de deponent, een deposito geheel of gedeeltelijk omzetten in een Staatsrentetoekje...".

Artikel 14.

De huidige tekst van artikel 36 van de wet laat in artikel 1, 2°, aan de Spaarkas alleen de rentebewijzen waarvan de eigenaars gedurende dertig jaar geen rentetermijnen hebben opgevraagd.

De nieuwe tekst welke artikel 13 van het ontwerp voor artikel 34 van de wet voorstelt, bepaalt dat de rentetermijnen voortaan zullen worden bijgeschreven op de spaarrekening van de rekeninghouder.

De nieuwe tekst van artikel 36, § 1, 2°, bepaalt dat eigendom van de Kas worden : de kapitalen ingeschreven in de Staatsrentetoekjes waarop "sedert dertig jaar geen nieuwe omzetting van deposito's in Staatsfondsen werd ingeschreven, noch enige andere van de in artikel 34 van de wet bedoelde verrichtingen werd uitgevoerd",

.../...

Als verjaard zou men dus kunnen beschouwen de Staatsrentetoekjes bestaande uit Belgische Staatsfondsen met een looptijd van meer dan dertig jaar, waarvan de interesten regelmatig op de spaarrekening van de rekeninghouder zijn geboekt en door hem opgevraagd, als op het Staatsrentetoekje geen inschrijving, omzetting, omwisseling of wederafstand heeft plaatsgehad. De opvraging van de interesten zou verhinderen dat de verjaring op de spaarrekening slaat maar zou niet hetzelfde gevolg hebben ten aanzien van het Staatsrentetoekje. Zo bedoelt de Regering het niet.

Derhalve wordt voorgesteld, de nieuwe tekst van 2° als volgt te lezen :

"2° de kapitalen, ingeschreven op de in artikel 34 bedoelde Staatsrentetoekjes, indien sedert dertig jaar op die boekjes geen nieuwe omzetting van deposito's in Staatsfondsen werd ingeschreven, noch enige andere van de in datzelfde artikel bedoelde verrichtingen werd uitgevoerd, en de houder van het boekje de rentetermijnen van die interesten niet op zijn spaarboekje heeft doen inschrijven".

Artikel 16.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 16.-

In artikel 47, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de besluitwet van 23 oktober 1946, worden de getallen "60.000" en "30.000" onderscheidenlijk vervangen door "120.000" en "60.000".

.../...

Artikelen 18 en 19.

Duidelijkheidshalve leze men de artikelen 48 en 49 van de wet, welke het ontwerp wijzigt, als volgt :

"Artikel 48. De ingenottreding van de uitgestelde rente kan alleen worden vastgesteld te beginnen van elk vol levensjaar vanaf 50 jaar.

Dezelfde verzekerde kan renten verkrijgen voor verschillende leeftijden.

Artikel 49. De leeftijd van ingenottreding van de rente moet worden bepaald op het tijdstip van de verkrijging.

De Koning kan echter toestaan dat de verzekerde, met inachtneming van de termijn welke Hij bepaalt, de leeftijd van die ingenottreding van de rente wijzigt".

Artikel 20.

Het nieuwe artikel 50 voorziet in een bijzonder geval waarin de ingenottreding van de rente plaats heeft op een ander dan het overeenkomstig de artikelen 48 en 49 te bepalen tijdstip. Het wijkt dus niet af van die artikelen. Het nieuwe artikel zou dan ook als volgt moeten beginnen :

"Artikel 50. Elke verzekerde ...".

.../...

Artikel 22.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 22.-

In artikel 60bis, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 22 juli 1952 en gewijzigd bij de wetten van 27 en 30 juni 1956, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, wordt het getal "200.000" vervangen door "500.000" ;

2° paragraaf 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. ... ".

Artikel 23.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 23.-

In artikel 60ter, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 27 juli 1928, worden de woorden "de wet van 10 maart 1925 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood der bedienden" vervangen door "de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen der bedienden".

Artikel 25.

Omdat er sedert de wet van 21 juni 1894 niet langer drie maar vier categorieën van waarden zijn, en ook omdat een rechtsgeldige Nederlandse tekst ontbreekt, wordt voorgesteld het artikel in zijn geheel als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 25.-

Artikel 63 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 1 juli 1869 en 21 juni 1894, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 63. Alle beschikbare ontvangsten worden aangewend voor het aankopen van waarden van de volgende categorieën :

1° Belgische Staatsfondsen of andere door de Staat gewaarborgde effecten ;

2° obligaties van Belgische provincies, steden of gemeenten ;

3° hypothecaire leningen en kredietopeningen ;

4° obligaties van Belgische vennootschappen die, sedert ten minste vijf opeenvolgende jaren, al hun verbintenissen zijn nagekomen met hun gewone middelen".

Artikel 26.

De tekst van de wet van 16 maart 1865 bevat reeds een hoofdstuk IV "Overgangsbepalingen" met de artikelen 65, 66 en 67, waarvan alleen artikel 66, met betrekking tot de inwerkingtreding van de wet, geen overgangsbepaling was. Dat artikel 66 lijkt geen reden van bestaan meer te hebben.

Anderzijds blijkt artikel 64 niet te slaan op de Rentekas voor arbeidsongevallen.

Niets verhindert dus dat hoofdstuk IV wordt vervangen en dat de artikelen 63bis en 63ter, zoals die in het ontwerp staan, de artikelen 65 en 66 van de wet worden.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 26.-

Hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk IV.- Rentekas voor arbeidsongevallen.

Artikel 65._ Er wordt ...

Artikel 66. De wiskundige reserves ...".

Artikel 27.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 27.-

De artikelen 2, 4, 7, derde lid, 12, 25, 26, 39, 54, 57, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1869, 58, 59 en 60 van dezelfde wet worden opgeheven".

Artikel 28.

De artikelen 1 en 2 van de wet van 15 april 1884, vervangen bij de wet van 21 juni 1894, hebben geen rechtsgeldige Nederlandse tekst, zodat het niet aangewezen is die artikelen gedeeltelijk te wijzigen door er enkele woorden in te veranderen, maar wel ze geheel te vervangen. Voorgesteld wordt :

.../...

"Artikel 28.-

§ 1. Artikel 1 van de wet van 15 april 1884, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1894, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.- De Algemene Spaar- en Lijfrentekas mag een gedeelte van haar beschikbare fondsen gebruiken voor leningen en kredietopeningen ten behoeve van landbouwers of van coöperatieve vennootschappen voor landbouwkrediet.

Die leningen en kredietopeningen zijn, naar gelang van hun vorm, gelijkgesteld, ofwel met voorlopige, ofwel met definitieve beleggingen van de Spaarkas.

Leningen en kredietopeningen ten behoeve van landbouwers komen tot stand door toedoen van kantoren, gevestigd in de plaatsen waar ze nuttig worden bevonden".

§ 2. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1894, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2.- De algemene raad van de Spaarkas bepaalt de rentevoet en de voorwaarden van de leningen en kredietopeningen, alsook de voorwaarden inzake organisatie of erkenning van kantoren en coöperatieve vennootschappen.

De algemene raad kan de bevoegdheid om de rentevoet van de leningen en kredietopeningen te bepalen overdragen op de raad van beheer.

Die overdracht van bevoegdheid en alle krachtens dit artikel genomen beslissingen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Financiën".

.../...

Artikel 29.

Naar analogie met de voor artikel 28 van het ontwerp voorgestelde tekst, leze men dit artikel als volgt :

"Artikel 29.-

Artikel 11, tweede lid, van de wet van 27 juni 1956 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de huisvesting, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De algemene raad van de Spaarkas bepaalt de rentevoet en de voorwaarden van die leningen. Hij kan die bevoegdheid overdragen op de raad van beheer.

Die overdracht van bevoegdheid en alle krachtens dit artikel genomen beslissingen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Financiën".

\+

\+ \+

Wanneer het ontwerp een artikel van een geldende tekst wijzigt en het daarbij geheel vervangt, moet, na de inleidende volzin van het wijzigingsartikel, het nummer van het gewijzigde artikel worden herhaald.

La chambre était composée de		De Kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R. PIRSON, Fr. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.